

Pourquoi nous n'avons pas signé la « déclaration du groupe d'él(u)e-s du Front de gauche »

**Lettre d'Elisa Martin et Corinne Morel Darleux
aux militant-e-s, soutiens, électeur-rices
des listes « Ensemble » - Front de Gauche**

Une déclaration intitulée du « groupe d'él(u)e-s du Front de Gauche » a été envoyée à la presse vendredi dernier, signée de 8 élu-e-s régionaux sur les 10 des listes « Ensemble pour des régions à gauche ».

Certain-e-s d'entre vous se sont étonné-e-s, à juste titre, de ne pas voir apparaître nos deux noms aux côtés de nos 8 camarades élu-e-s du PCF, de la GU et du mouvement social. Nous avons nous-mêmes découvert que cette déclaration avait été envoyée à la presse passant outre notre avis. Il nous a dès lors paru important que chacun-e puisse disposer des éléments de contexte et de notre appréciation sur la situation actuelle et les éléments contenus dans cette déclaration.

Nous tenons tout d'abord à rappeler qu'il n'existe pas, à ce jour de « groupe des élu-e-s du Front de Gauche » à la Région Rhône Alpes, la constitution et l'intitulé de ce groupe étant encore en discussion entre nous et devant être officiellement entérinés lors de la séance du Conseil Régional du 22 avril.

Nous partageons bien sûr l'idée selon laquelle nous avons mené une campagne nous permettant de progresser et d'être devant le Modem, de donner de la force et de la crédibilité à l'alternative à gauche que nous voulons incarner. **Nous sommes fermement attachées à la démarche unitaire d'alternative à gauche initiée par le Front de Gauche et élargie à nos partenaires M'Pep, PCOF, Alternatifs, PAG38...** Dans ce cadre, la démarche de déclaration publique de 8 élu-e-s des listes « Ensemble », nous excluant de fait, nous paraît pour le moins maladroite et signe d'une désolidarisation inquiétante quant à cette volonté de démarche unitaire.

Nous nous étions pourtant expliquées quant à notre impossibilité de signer cette déclaration, à ce stade, lors d'une réunion des 10 élu-e-s des listes « Ensemble ». D'abord, en raison du désaccord majeur entre nous concernant les conditions de participation des élus communistes à l'exécutif. Ainsi, il ne nous paraissait pas opportun de communiquer publiquement sur ce sujet avant d'avoir eu une discussion avec l'ensemble des partenaires, parties prenantes des listes « Ensemble », mais aussi, pour ce qui nous concerne, avec les militant-e-s du Parti de Gauche. En effet **nous défendons le fait que la démarche du Front de Gauche et des partenaires « Ensemble » n'appartient pas à 10 élu-e-s mais aux organisations, militant-e-s, soutiens et électeur-rices** qui ont permis à nos listes de voir le jour et de réaliser le beau résultat qui a été le nôtre en Rhône Alpes.

En outre, **cette déclaration « banalise » le désaccord politique - pour nous majeur - quant à la démarche que nous avons défendue pendant la**

campagne et sur laquelle les électeur-rices nous ont fait confiance, de participation conditionnelle aux exécutifs dominés par le Parti Socialiste et Europe Écologie. Nous ne nous sommes pas déclarées « sceptiques », mais opposées à cette participation, les conditions politiques posées dans notre déclaration commune du 28 octobre 2009 en matière de rapport de forces et d'intégration de mesures clés n'étant pas réunies selon nous. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons collectivement décidé de ne pas signer le contrat de mandature proposé par le Parti Socialiste et Europe Ecologie au moment de notre rassemblement pour le deuxième tour. Depuis, les conditions politiques n'ont pas changé et rien ne justifie donc selon nous un changement de positionnement de notre part.

La mention à un « groupe d'opposition de gauche » nous est étrangère, **nous avons toujours affirmé qu'un groupe issu de nos listes devait être le plus constructif possible et peser autant que faire se peut dans l'élaboration des politiques régionales. Mais pas à n'importe quel prix.** Or, la participation à l'exécutif induit de fait une solidarité de gestion, c'est à dire un vote identique à celui du Président de Région sur le budget et les grands dossiers de la mandature. JJ Queyranne l'a confirmé à Elisa Martin.

L'ensemble de ces éléments d'appréciation, justifie pleinement le refus que nous avons opposé à la proposition de Vice Présidence faite par JJ Queyranne à Elisa Martin, en conformité avec les engagements et déclarations publiques qui ont toujours été les nôtres.

Si nous respectons bien entendu le choix des autres organisations en la matière, la présence d'élus communistes dans l'exécutif nous paraît aujourd'hui source de difficultés et d'incompréhensions politiques. Elle nous paraît entraver la possibilité de nous exprimer de manière unitaire et cohérente, et de faire valoir nos engagements de campagne. Rappeler ces engagements dans une déclaration publique ne suffit pas à évacuer la contradiction politique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Or, notre priorité est de préserver la démarche du Front de Gauche élargie aux listes « Ensemble », à laquelle 107.000 électeurs ont cru, croient encore, et qui reste à nos yeux le cadre prioritaire pour poursuivre le rassemblement de la gauche de transformation écologique et sociale.

Là où le rassemblement le plus large a pu avoir lieu lors de cette élection, il a représenté un véritable espoir sanctionné positivement dans les urnes. Nous saluons notamment le succès et l'attitude de nos camarades élu-e-s en Limousin qui, forts de la dynamique enclenchée, ont pris la décision de ne pas intégrer les exécutifs. **Nous devons en tirer collectivement des enseignements pour la poursuite de notre démarche unitaire et d'alternative. Cela nous donne des responsabilités importantes. Sachons nous montrer à la hauteur de l'enjeu.**

Elisa MARTIN, Corinne MOREL DARLEUX
Conseillères régionales Ensemble – Front de Gauche
Membres du Bureau National du Parti de Gauche